

pose 10 questions aux candidats à l'élection présidentielle de 2012

1 – Quelle politique salariale entendez-vous appliquer à la fonction publique au cours du quinquennat, alors que les fonctionnaires ont perdu du pouvoir d'achat depuis 10 ans et ont vu leurs traitements bloqués depuis 2 ans ?

2 – Maintiendrez-vous le mode de calcul actuel des pensions des fonctionnaires sur la base du dernier indice de rémunération détenu au cours des 6 derniers mois d'activité ?

3 – Au delà de l'instauration du RAFP¹, êtes-vous favorable à une prise en compte de l'intégralité de la rémunération des fonctionnaires, soit leur traitement indiciaire et leur régime indemnitaire, dans la base de calcul de leur pension ?

4 – Alors que 25000 emplois ont été supprimés depuis 2002 aux Finances Publiques, êtes vous partisan de la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite ?

5 – Concernant le réseau de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), garantissez-vous le maintien, au niveau actuel, de la densité des implantations des Centres de Finances Publiques, notamment en milieu rural et péri-urbain ?

6 – Alors qu'il est constaté une dégradation des conditions de travail des agents de la DGFIP, déciderez-vous de créer les emplois nécessaires à l'exercice des missions du service public fiscal et financier ?

7 - Quelles modalités ont votre préférence en matière de recouvrement de l'impôt, en particulier en matière d'impôt sur le revenu ?

8 – Envisagez-vous le maintien de l'intégralité des missions actuelles de la DGFIP, voire leur extension à tous les domaines financiers et fiscaux de l'État ? Compte tenu de leurs responsabilités particulières, le rôle des comptables des Finances publiques doit-il être conforté ?

9 – Considérez-vous que les organisations syndicales représentatives sont des interlocuteurs incontournables à la DGFIP et que l'on doit leur assurer tous les moyens pour exercer leur mandat ?

10 – Pensez-vous que la création de la DGFIP est une réponse adaptée aux exigences des collectivités publiques, des acteurs économiques et de nos concitoyens et comment en qualifieriez-vous le bilan après 4 ans d'existence ?

¹ Régime Additionnel de la Fonction Publique